

L'Allemagne, puissance paradoxale

Michel Godet ¹

L'Allemagne étonne, fascine, inquiète, suscite des commentaires les plus contradictoires. Quel est donc ce pays ? Un modèle à bien des égards, pour ses succès commerciaux, les performances de son système productif, la qualité de ses filières de formation, ou une puissance en déclin du fait de son vieillissement, de son incapacité à dépasser une organisation sociale souvent très rigide ?

Sans nier les faiblesses de la RFA, mais en en soulignant ici les forces, M. Godet nous met en garde contre ce que d'aucuns qualifient de « Germanosclérose ».

Si l'Allemagne m'était contée

L'économie et la société allemandes sont mal connues en France, et le même constat s'applique à nos autres voisins européens. Au moment où l'on parle tant de la réalisation du grand marché, il n'est plus possible de penser l'Europe sans la connaître — et particulièrement sans connaître l'Allemagne —.

Pourtant, beaucoup de médias négligent le sujet ou se réfèrent à un éventuel

déclin allemand (démographique et industriel) ², comme si l'Allemagne, pourtant réduite à sa portion occidentale, n'était plus le premier exportateur mondial de produits manufacturés devant les Etats-Unis et le Japon. Une autre forme plus subtile d'ignorance consiste à reconnaître la performance des entreprises allemandes ou du système éducatif mais en ajoutant aussitôt qu'un tel modèle d'organisation n'est pas transposable et de passer à autre chose, au modèle japonais par exemple. Plus un modèle est lointain, plus il paraît exemplaire et

1. Professeur de prospective industrielle au Conservatoire National des Arts et Métiers. Cette étude a bénéficié du concours de la Direction Prospective et Stratégie du groupe Elf ainsi que de la DCST du Ministère des Affaires étrangères. Qu'ils en soient ici remerciés.
2. « La Germanosclérose ». — *L'Expansion*, 1-14 avril 1988 ; « Les désarroi de l'économie allemande », *Dynasteurs*, novembre 1988 ; « Le modèle allemand au bout du rouleau », *Science et Vie - Economie*, novembre 1988.

plus il est facile d'en parler en méconnaissance de cause et sans risque d'être contredit.

De leur côté, les entreprises françaises étant peu implantées en RFA (où est la cause, où est l'effet) ne constituent pas une source d'information économique structurée. On sait que nombre de dirigeants des grandes entreprises françaises n'ont jamais mis les pieds en Allemagne. Comment s'y retrouver dans les diagnostics contradictoires que suscite l'économie allemande ? En « désarroi » pour certains analystes français car « elle investit peut, perd des parts de marché, s'endette, se laisse distancer dans la course aux technologies »², elle est au contraire perçue par les Allemands eux-mêmes comme étant, comparée au reste de l'Europe, « en tête pour toute une série de paramètres économiques importants : très fort produit intérieur brut (le deuxième par habitant), très fort volume d'investissements (le deuxième par habitant), taux d'inflation très bas, un des meilleurs soldes de la balance commerciale. On peut ajouter une quote-part de chômeurs relativement basse (cinquième place), un standard social relativement haut (deuxième place pour les congés annuels et pour la durée du travail hebdomadaire) et très peu de jours de grève »³. Quant à ceux qui croient dénoncer la « France paresseuse » en remarquant, ce qui est vrai, que les Japonais travaillent

plus que les Français, ils oublient que constat ne vaut pas conclusion. En effet, si l'on considère le temps de travail annuel réel par personne employée dans l'industrie manufacturière, on trouve bien 1 662 heures pour la France et 2 133 heures pour le Japon, mais aussi 1 633 heures pour l'Allemagne, 1 600 heures pour les Pays-Bas et 1 491 pour la Suède⁴.

Comment font donc les Allemands pour travailler moins que les Français tout en étant aussi performants que les Japonais (rapporté à la population, le solde extérieur de la RFA est tout aussi important que celui du Japon) ?

Cette question nous a conduits à plusieurs mois de lectures⁵ et à une enquête sur place. Chemin faisant, nous avons découvert d'autres questions troublantes.

— Comment fait l'Allemagne pour augmenter ses excédents extérieurs tout en perdant des parts de marché au niveau mondial ?

— Comment fait l'Allemagne pour être le premier exportateur de produits à haute valeur ajoutée malgré ses faiblesses reconnues dans les techniques de pointe ?

— Comment expliquer l'indifférence du peuple allemand face au déclin démographique ?

— Dans quelle mesure l'ancrage à l'ouest de la RFA résistera-t-il aux forces

3. Rapport du *Spiegel*. — « Données, faits et tendances 1947-1987 ».

4. « International Economic Indicators, 1988 ». Institut der Deutschen Wirtschaft.

5. Voir notamment : De Mautort, L. — « La désindustrialisation au cœur du modèle allemand ». — *Revue Economie et Prospective Internationale*, CEPPII, octobre 1981.

Urban, S. ; Lipp, E.M. — *La RFA : une économie gagnante*. — Paris : Hatier, 1988.

Grosser, A. — *L'Allemagne en occident*. — Paris : Fayard, 1985, et *La RFA*. — Paris : PUF, 1988 (coll. Que Sais-je ?).

Sausay, B. — *Le vertige allemand*. — Paris : O. Orban, 1985.

Fritsch-Bournazel, R. — *L'Allemagne un enjeu pour l'Europe*. — Bruxelles : Editions Complexes, 1987.

d'attraction exercées par les sirènes de l'Est ?

— Comment expliquer l'importance quasi mythique du libéralisme et de l'économie de marché dans un pays où le poids des dépenses et de la dette publiques est aussi élevé, et où les rigidités syndicales et corporatistes sont suffisamment fortes pour imposer la fermeture des magasins dès le samedi midi ?

Pour tenter de répondre à ces questions, nous nous sommes plongés dans les chiffres avec prudence en s'attachant à les recouper au maximum. En effet, non seulement les statistiques comparatives internationales sont connues avec souvent plusieurs mois de retard, mais elles sont parfois contradictoires. Ainsi, par exemple, pour le taux de chômage, les données standardisées de l'OCDE⁶ donnent 6,5 % (10,8 % pour la France) pour 1987 alors que la plupart des autres sources, s'appuyant sans doute sur des définitions nationales, donnent 8 % à 9 % pour la RFA.

De la forte puissance à la richesse durable

L'Allemagne est de loin la première puissance économique en Europe. Son PIB (exprimé en \$ courants de 1986) est supérieur de 25 % à celui de la France, de 50 % à celui de l'Italie et de 60 % à celui de la Grande-Bretagne, alors que les populations sont peu différentes. Se-

lon le même critère, le Japon pèse 2,2 fois plus que l'Allemagne dans l'économie mondiale et les Etats-Unis 4,6 fois plus — ce qui s'explique, compte tenu des écarts démographiques (61 millions d'habitants en RFA, 121 millions au Japon et 242 aux Etats-Unis)⁷.

Certes, depuis quelques années, la croissance du PIB est plus faible en RFA que dans les autres grands pays développés. Mais, la comparaison de croissances exprimées en monnaies nationales n'ayant guère de sens, il faut plutôt tenir compte de l'évolution des prix internes, des taux de change et de la démographie : en dix ans (1975-1985) la population en RFA a régressé de près de 1 million d'habitants alors qu'elle a augmenté de 2,5 millions en France, de 9 millions au Japon et de 24 aux Etats-Unis. De sorte que, pour la même période 1975-1985, le PIB réel par habitant a augmenté de 20 % en RFA, de 13 % en France, de 15 % aux Etats-Unis et de 37 % au Japon⁸.

Pour comprendre la position relative de la RFA, notamment par rapport à la France, il faut se pencher sur les structures de l'emploi et de la valeur ajoutée. Tout s'explique par le poids de l'industrie dans l'économie allemande qui contribue à 42 % de la valeur ajoutée créée contre 36 % en France, 30 % aux Etats-Unis et 39,4 % au Japon.

L'industrie emploie 10,2 millions de personnes en RFA contre 6,7 seulement en France⁹, sa valeur ajoutée industrielle y est aussi plus élevée de 40 % environ. Notons que le Japon occupe 20 millions de personnes dans l'industrie, soit deux

6. OCDE. — *Perspectives économiques*. — n° 43, juin 1988.

7. « International Economic Indicators, 1988 ». Institut der Deutschen Wirtschaft.

8. Eurostat, revue 1976-1985.

9. Il y a quatre millions d'emplois de plus en RFA qu'en France, et il y a aussi cinq millions d'habitants en plus.

Tableau 1. — Evolution de l'emploi civil par secteur
1976-1985 en millions

	RFA		France		USA *		Japon	
	1976	1985	1976	1985	1976	1985	1976	1985
Agriculture	1,7	1,4	2,1	1,6	3,4	3,3	6,4	5,1
Industrie	11,2	10,2	8,0	6,7	27,3	30	18,9	20,2
Services marchands	7,0	7,3	6,3	6,9	31,7	42,6	18,8	23,0
Services non-marchands	5,1	6,0	4,6	5,7	26,3	31,4	8,6	9,7
Emploi total en millions	25	25	21	20,9	88,7	107,1	52,7	58,0

* Chiffres 1984 pour les USA.
Sources : CEE, Eurostat, revue 1976-1985 et International Economic Indicators, 1988, Institut der Deutschen Wirtschaft.

Tableau 2. — Evolution de la valeur ajoutée par secteurs
En Mds d'Ecus, au taux de change 1980

VA	RFA		France		USA		Japon	
	1976	1984	1976	1984	1976	1984	1976	1984
Agriculture	11,4	13,2	16,7	22,2	46,1	48	30,5	29,8
Energie	26,5	26,3	17,8	21,3	104,8	118,6	21,9	28,7
Produits industriels	162,1	177,9	107	120	379	422	170	296
Bâtiment	37,7	38,0	33,9	29,3	88	84	65	60,3
Services marchands	192	247	169	210	695	884	211	314
Services non-marchands	71,5	83,6	56,3	62,3	356	403	126	179

Source : CEE, Eurostat, revue 1976-1985.

fois plus que l'Allemagne, avec une valeur ajoutée industrielle seulement 1,7 fois plus élevée ce qui tend à prouver que la productivité reste supérieure en RFA. Les perspectives de déclin démographique laissent penser que la croissance économique restera plus faible en Allemagne qu'ailleurs, ce qui n'empêchera

pas le revenu par tête de continuer à progresser. Cependant, la formidable puissance industrielle allemande devra continuer à chercher à l'extérieur les débouchés qui lui font défaut à l'intérieur (les exportations représentent déjà 34 % de son PIB contre 22 % pour la France).

En déduction :

— les structures de l'emploi et de la valeur ajoutée montrent que (voir tableau 3) le poids relatif des services est beaucoup plus faible en RFA qu'ailleurs. Cependant, en valeur absolue, l'emploi civil et la valeur ajoutée dans les services marchands et non marchands sont plus élevés en RFA qu'en France ;

— la faiblesse apparente de l'Allemagne

dans les services est essentiellement due au poids colossal de l'industrie qui produit et emploie une fois et demi plus que la France ;

— la grande différence réside dans les services non marchands (fonction publique) qui représentaient 27 % de l'emploi total en France contre 20 % en RFA en 1985, pour une part comparable dans la valeur ajoutée (14 %).

Tableau 3. — Répartition de l'emploi et de la valeur ajoutée structure en % en 1985

	RFA		France		USA		Japon	
	Emploi	VA	Emploi	VA	Emploi	VA	Emploi	VA
Agriculture	5,5	1,7	7,6	4,1	3,1	4,1	8,8	3,0
Industrie	41	42,2	32,0	36,0	28	30,5	34,9	39,4
Services marchands	33,1	42,5	33,2	45,6	39,6	54,1	39,6	47,7
Services non-marchands	20,4	13,6	27,2	14,3	29,3	11,9	16,7	9,9
	100	100	100	100	100	100	100	100

Sources : Eurostat et Institut der Deutschen Wirtschaft.

Les paradoxes du commerce extérieur : des reculs profitables

L'Allemagne est devenue le premier exportateur mondial de produits manufacturés avec 15 % du total. Elle est maintenant loin devant les Etats-Unis (10 %, qui ont perdu 5 points en 15 ans) ; elle est certes talonnée par le Japon (plus 5 points en 15 ans), mais elle compte presque trois fois plus que la Grande-Bretagne et toujours au moins deux fois plus que la France.

Tableau 4. — Exportations mondiales de produits manufacturés Parts en % du total

	1970	1986
RFA	15,7	14,9
France	6,9	6,3
Italie	5,7	6,0
UK	8,1	5,4
USA	14,9	10,3
Japon	9,4	14,1

Source : GATT.

La RFA connaît des excédents commerciaux records : 70 Mds de \$ en 1987, proportionnellement supérieurs à ceux du Japon (96 Mds la même année), si on les rapporte à la population. Excédents qu'il faut rapprocher des déficits de la France¹⁰ et de la Grande-Bretagne, respectivement 9 et 15,7 Mds de \$ en 1987. Comme pour le Japon, ces excédents extérieurs s'expliquent par un succès concentré sur deux ou trois catégories de produits, autour de la mécanique et de la chimie :

— Premier exportateur mondial de machines-outils et deuxième exportateur d'automobiles, la RFA a réalisé sur ce dernier poste en 1986 un excédent de 30 Mds de \$ (+ 50 Mds pour le Japon, mais + 4 Mds de \$ seulement pour la France et un déficit de 52 Mds de \$ pour les Etats-Unis). Il n'est donc pas surprenant que Daimler Benz soit la première firme allemande par le chiffre d'affaires (elle emploie 257 000 personnes).

— Premier exportateur mondial de produits chimiques avec 17 % du total, la RFA « pèse » 1,5 fois plus que les Etats-Unis, deux fois plus que la France, et le Royaume-Uni et 3 fois plus que le Japon. En chimie, les plus grandes firmes du monde sont allemandes. Qui ne connaît Bayer, BASF, Hoechst ?

La RFA est aussi le deuxième exportateur mondial d'acier juste derrière le Japon. Il est plus surprenant de découvrir que la RFA est aussi, avec l'Italie et

le Japon, parmi les seuls grands pays exportateurs nets de textiles et exportait en 1986 1,5 fois plus en valeur de vêtements que la France (avec aussi, il est vrai, des importations deux fois plus élevées).

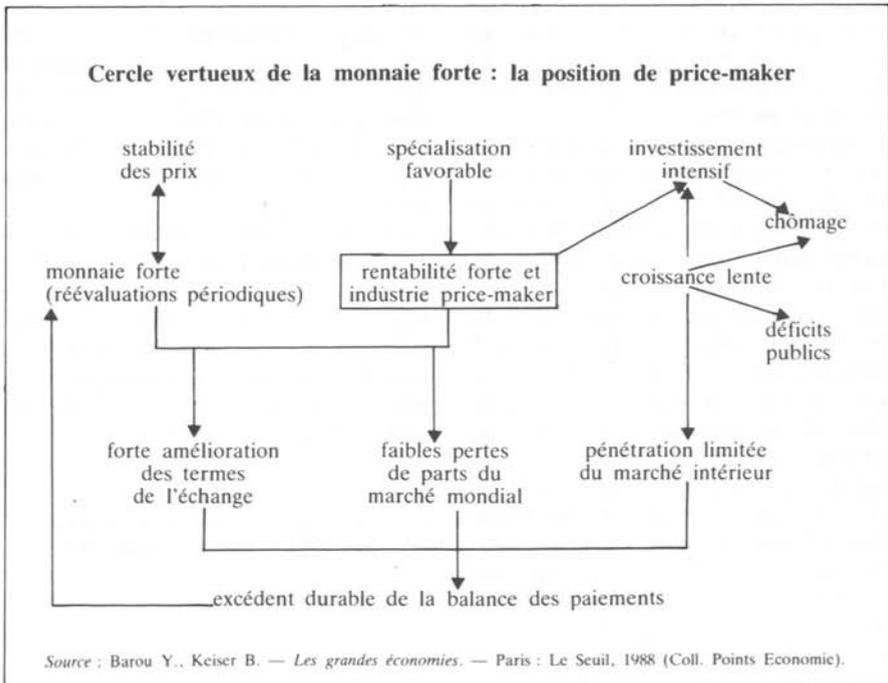
Enfin, pour ceux qui croient au mythe du retard technologique de la RFA, signalons qu'elle occupait en 1986 la troisième place pour les exportations des produits de l'électronique : avec des exportations respectivement deux et trois fois plus faibles que celles des Etats-Unis, et du Japon mais aussi deux fois plus élevées que celles de la France et 1,5 fois plus que celles du Royaume-Uni.

Naturellement, ces remarquables performances commerciales sont oblitérées par un déficit record de la balance des invisibles (services et transferts de capitaux) qui ponctionne près de 40 % de l'excédent commercial. En effet, les Allemands cumulent deux avantages rarement réunis : revenus élevés et beaucoup de temps libre, combinaison qui contribue à un important déficit touristique.

Il n'empêche, la balance des opérations courantes de la RFA reste largement excédentaire. En quinze ans, le taux de couverture en valeur a progressé de 25 % malgré une dégradation de 10 % du taux de couverture en volume mais grâce à une amélioration de 35 % des termes de l'échange (Indice des prix des produits exportés / Indice des prix des produits importés)¹¹. En d'autres

10. Premier fournisseur de la France, alors que la réciproque n'est pas vraie, la RFA correspond aussi au plus important déficit bilatéral (loin devant le Japon) ; les premiers produits responsables de ce déficit sont les voitures particulières et les véhicules utilitaires. Pour la RFA, la France est un partenaire important, parmi d'autres comme les Pays-Bas, les Etats-Unis, la Suisse, l'Autriche. Mais elle a mieux su que la France diversifier ses pays clients et spécialiser ses pays fournisseurs. Voir *Les Cahiers Français*, n° 229, janvier-février 1987.

11. Barou, Y. ; Keiser, B. — *Les grandes économies*. — Paris : Le Seuil, 1988 (coll. Points Economie).



termes, l'excellente spécialisation industrielle de l'Allemagne lui a permis d'importer plus de produits moins chers en exportant relativement moins de produits encore plus chers (position de « price-maker »).

Perdre des parts de marché est donc parfois salutaire, il ne faut pas confondre croissance et profitabilité, chiffre d'affaires et valeur ajoutée, et il est rentable d'exporter moins mais mieux. En corollaire, rien ne sert de gagner ou de maintenir des parts de marchés sur des créneaux où la marge à l'exportation est faible. La RFA montre que des reculs ordonnés autour d'une meilleure spécialisation sont profitables. C'est le cercle vertueux bonne spécialisation / monnaie forte / bonne spécialisation.

Faible dans les hautes technologies et forte dans les hautes valeurs ajoutées

L'Allemagne s'est spécialisée dans les activités de moyenne intensité en R & D (automobile, mécanique et chimie) mais s'avère beaucoup moins bien placée dans les activités de haute intensité en R & D (informatique, électronique, télécommunications, espace, aéronautique). Soit, mais cela ne l'empêche pas d'occuper la première place sur le marché mondial

des produits de haute valeur ajoutée. Les techniques de pointe ne sont pas une fin en soi et les secteurs où elles sont les plus développées ne sont pas nécessairement les plus rentables.

L'Allemagne est performante dans les secteurs de moyenne intensité en R & D où elle est spécialisée. Tel n'est pas toujours le cas de la France pour certaines activités de haute technologie. Une fois de plus, relevons le caractère relatif des calculs du type : part des produits de haute intensité en R & D dans la production et les exportations. Cette part est faible en RFA, en raison même de la puissance colossale des activités manufacturières classiques. En revanche, cette part est relativement élevée en France en raison du développement artificiel de secteurs de pointe liés à l'armement et qui bénéficient du soutien de l'Etat.

Autre indicateur souvent mentionné pour rendre compte du prétendu retard technologique allemand : la balance technologique (exports et imports de brevets, licences...). En réalité, la plupart des pays développés accusent un déficit dans leurs échanges de technologie (taux de couverture en 1985 de 0,8 pour la France et le Japon et de 0,51 pour la RFA. Tel n'est pas le cas des USA, du Royaume-Uni, de la Suède (respectivement 33, il faut bien lire 33 ! ; 1,27 ; 2,19 en taux de couverture 1983¹²) et de la Suisse qui montrent une balance excédentaire (les importants investissements directs engagés à l'étranger en seraient responsables).

Aussi, faut-il interpréter ces ratios avec prudence. Un taux de couverture inférieur à 1 ne traduit pas forcément une

faiblesse : le Japon et la RFA par exemple connaissent en même temps les plus forts excédents d'échanges extérieurs et une balance technologique déficitaire alors que les Etats-Unis et le Royaume-Uni excédentaires sur le terrain technologique connaissent des déficits commerciaux structurels.

Finalement, avoir une balance technologique déficitaire peut signifier que l'on prend plus d'idées aux autres qu'on ne leur en donne. Certes, mais il n'y a pas vraiment de dépendance technologique pour l'Allemagne et le Japon qui, sur le plan international, déposent presque autant de brevets que les Etats-Unis.

Tableau 5. — Dépôts de brevets sur le plan international, 1985

RFA	12 263
France	3 953
UK	4 268
USA	15 972
Japon	11 391
Source : Institut der Deutschen Wirtschaft, <i>op. cit.</i>	

Quid de l'avenir technologique de la RFA ? Pour apprécier l'avance ou le recul technologique d'un pays, les analystes s'appuient souvent sur un indicateur classique : les dépenses de R & D (Recherche-Développement) généralement exprimées en % du PIB — décomposé ensuite en part financée et exécutée par l'industrie et l'Etat. Pour compléter l'analyse, il n'est pas inutile de mentionner aussi la part qui revient à la défense dans chaque pays.

12. OCDE. — *Principaux indicateurs de la science et de la technologie*. — Paris : OCDE, 1988.

Tableau 6. — Principaux indicateurs de R & D, 1985

	RFA	France	UK	USA	Japon	Suède
DIRD * en Mds \$	19,8	14,6	14,4	111,7	40,1	2,9
DIRD * en % du PIB	2,66 %	2,31	2,83	2,83	2,81	2,8
Total DIRD ** :						
— % financé par l'Industrie	61 %	41	46	48,4	69	63,3
— % financé par l'Etat	37,6 %	53	43,4	49,8	21	34
— dont % exécuté par le secteur public	32 %	43	39	29	29	33
Part de la défense dans les crédits publics (en %)	12,4 %	31	50	70	3	24
Dépense pour R & D industrielle :						
— en % du PIB	1,82 %	1,28	1,60	2,04	1,73	2,0
— en base 100 France	195	100	110	1 069	352	25

* DIRD : Dépense Intérieure de Recherche Développement. Sources : OCDE. — *Principaux indicateurs de la Science et de la Technologie*. — Paris : OCDE, 1988. — Barre, R. — « La faiblesse de la recherche industrielle française ». — *Culture technique*, n° 18, mars 1988.

** Le total n'est pas tout à fait égal à 100 % car il y a d'autres sources de financement privées (étranger...).

Notons tout d'abord les limites de tels indicateurs : l'effort de R & D mesure un investissement, c'est-à-dire une dépense, et non pas l'efficacité de cette dépense en termes d'innovations, de brevets, de valeur ajoutée, ou d'avantage concurrentiel supplémentaire. A cet égard, la faiblesse de la recherche industrielle en France est moins quantitative que qualitative. Compte tenu du poids beaucoup plus faible de l'industrie dans l'économie, l'effort global de R & D exprimé en % du PIB est en France tout à fait honorable (2,31 % du PIB) par rapport à la RFA (2,66 % du PIB) et même au Japon (2,8 % du PIB), c'est surtout la qualité de l'affectation qui fait défaut¹³.

A quoi sert l'argent dépensé dans la recherche ? De ce point de vue, il y a deux catégories de pays : d'un côté le Japon, l'Allemagne, la Suède, pays où la recherche est majoritairement (à plus de 60 %) financée et exécutée par et dans l'industrie, et où la recherche exécutée par l'Etat et la part de la défense dans les crédits publics de R & D sont plus faibles ; de l'autre, les pays comme la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis où le rôle de l'Etat et la part de la défense sont prépondérants : la part de cette dernière dans les crédits publics de R & D s'élève à 70 % aux Etats-Unis, 50 % au Royaume-Uni, 31 % en France mais seulement 12,4 % en RFA et 3 %

13. Barre, R. — « La faiblesse de la recherche industrielle française, de quoi parler-t-on ? ». — *op. cit.*

au Japon. En France, ce qui pose problème ce n'est pas seulement la part élevée qui revient à la défense mais aussi ses faibles retombées civiles.

Remarquons au passage que la France est le pays où le pourcentage de recherche exécutée par l'Etat est le plus élevé (deux fois plus qu'en RFA ou aux Etats-Unis). L'Etat français fait trop pour les secteurs très « recherchivores » comme le nucléaire, l'espace et le spatial et pas assez dans les secteurs industriels classiques moins « recherchivores ». Finalement, la dépense pour la R & D industrielle est deux fois plus élevée en Allemagne qu'en France mais surtout, elle porte précisément sur des secteurs traditionnels où la compétitivité passe par un effort de recherche plus modeste qu'ailleurs (dans ces secteurs, l'Allemagne dépense proportionnellement plus que le Japon). Autre indicateur révélateur, les chercheurs travaillant en entreprises ; ils sont deux fois plus nombreux en Allemagne qu'en France. Aussi l'avenir technologique et industriel de la RFA paraît-il plutôt rose comparé à celui de la France.

Les trois piliers du modèle allemand

« Les derniers seront les premiers » : les vaincus de la dernière guerre mondiale sont les grands vainqueurs de la course économique. Condamnés à rester longtemps des nains politiques, l'Allemagne

et le Japon n'avaient sans doute pas d'autre issue que de devenir des géants économiques pour retrouver une reconnaissance internationale. Plutôt qu'une revanche économique, il s'agissait d'abord pour les Allemands de montrer qu'ils étaient capables d'être les meilleurs élèves de la démocratie et du libéralisme économique. Outre-Rhin, les deux concepts sont d'ailleurs indissociables.

L'ordo-libéralisme constitue ainsi un premier pilier du modèle allemand. Dans la *Weltanschauung* (vision du monde) chère à l'Ecole de Fribourg, il n'y a pas de véritable démocratie politique sans libéralisme, car le dirigisme économique est historiquement marqué par les régimes totalitaires¹⁴. Toute forme d'interventionnisme est donc discréditée a priori et, selon le fameux principe de subsidiarité, le rôle de l'Etat doit être aussi limité que possible.

Pourtant, en RFA, le poids des dépenses publiques dans le PIB (47 % en 1987) est bien plus élevé qu'au Japon (33 %) et presque du même ordre de grandeur qu'en France (51 %). Les recettes publiques sont loin de couvrir les dépenses publiques, de sorte que l'Allemagne enregistre un déficit public structurel de l'ordre de 2 % à 3 % du PIB et a accumulé une dette publique qui représente aujourd'hui 41 % du PIB (contre 26 % en France).

En Allemagne, comme en France, les transferts publics aux entreprises représentent un peu plus de 2 % du PIB ; les deux tiers de ces subventions bénéficient à des secteurs corporatistes et peu sou-

14. Hager, W. ; Noëlke, M. — « La RFA dans la CEE : ses idéaux, ses intérêts et ses inhibitions ». — Rapport au Président de la CEE, European Research Associates, novembre 1986.

mis à la concurrence comme le charbon, les transports, les services, les logements mais aussi l'agriculture où les subventions représentent deux fois la valeur ajoutée du secteur.

L'Etat fédéral n'apporte que 40 % de ces subventions, presque un tiers provient de la Communauté et un autre tiers des *Länder*. Ces derniers, menés par des ministres tout puissants, se comportent de plus en plus comme de véritables Etats régionaux : ils ouvrent des représentations à l'étranger, lancent des politiques industrielles. Tout se passe comme si le libéralisme fédéral servait de paravent à l'interventionnisme des *Länder* dont les pratiques protectionnistes, par exemple en matière de marchés publics,

n'ont rien à envier à celles de la France. Par ailleurs, une grande partie des services et de la distribution est contrôlée par des corporations bien organisées en groupes de pression très influents auprès des deux grands partis politiques. Tout cela contribue à donner de l'Allemagne l'image d'une société sclérosée et rigide où les magasins sont fermés tous les soirs à 18 h 30 et le samedi à 13 heures.

Il est vrai que nombre de professions ont des organisations héritées du Moyen Age, mais quelle importance dans la mesure où la faible concurrence interne de certains services n'affecte pas la compétitivité externe des industries exportatrices ! Le Patronat allemand cède à l'oligopole social sur le terrain de la

Vers une déréglementation de la durée du travail en RFA ?

Souvent critiquée pour la rigueur de sa réglementation en matière de durée du travail, l'Allemagne fédérale pourrait connaître, dans les prochaines années, un certain assouplissement des dispositions en vigueur.

Le Parlement fédéral allemand vient d'être saisi d'un projet de loi qui vise à remplacer la réglementation de la durée du travail, datant de 1938, par une réglementation-cadre moins bureaucratique, qui devrait laisser aux partenaires sociaux une plus grande marge de manœuvre pour s'adapter aux contraintes actuelles. Cette réglementation-cadre fixerait certains principes :

- durée journalière du travail fixée à 8 h, éventuellement prolongée à 10 h par jour sous réserve que la moyenne de 8 h journalière ne soit pas dépassée sur 4 mois ;
- période minimale de repos selon la durée du travail ;
- interruption minimale de 11 h entre la fin et la reprise du travail.

Les conventions collectives permettront néanmoins de déroger à ces règles sous certaines conditions.

Toutes les autres interdictions ou restrictions prévues par l'ancienne réglementation de la durée du travail seront abrogées. Tel sera le cas :

- de la limite spéciale à la durée maximum de travail autorisée pour les femmes ;
 - de la clôture anticipée de la journée de travail des femmes les jours précédant le dimanche et les jours fériés ;
 - de la loi sur la journée de travail domestique ;
 - du décret réglementant l'emploi de femmes sur les véhicules, à l'exception des dispositions concernant les objets lourds à soulever et à porter.
- Grâce à cette nouvelle loi, 22 décrets et 7 lois seraient abrogés.

futuribles

Source : *Futuribles*. — *Futur-Emploi*, n° 10, 25 novembre 1988, pp. 12-13.

durée du travail et des heures d'ouverture des magasins, quitte à maintenir des protections surannées qui brident d'autant les créations d'emploi dans les services. En contre-partie, il obtient une plus grande flexibilité dans l'utilisation de l'appareil de production industriel. En Allemagne, comme au Japon, il y a une bipolarisation de l'économie en deux secteurs : l'un performant, ouvert à la concurrence internationale et dominant à l'échelle mondiale ; l'autre, rigide et fermé par les barrières historiques faites d'habitudes, de comportements et de pratiques corporatistes. Ainsi se maintiennent les habitudes ancestrales et peut se renforcer le consensus social autour de la qualité, bien résumé par le slogan « *le meilleur ou rien* ». Le label « *made in Germany* » est déjà en soi un critère d'achat qui pousse naturellement le citoyen à acheter d'abord allemand, car c'est la meilleure des garanties pour le consommateur et constitue pour le producteur national une forme, difficilement contournable, de protectionnisme. Dans ce contexte, l'achèvement du marché intérieur à l'horizon 1993 fait l'objet d'un double rejet :

— d'un côté, les grandes entreprises industrielles, dont la stratégie est mondiale, ne veulent à aucun prix d'une « *Europe forteresse économique* » qui supprimerait les frontières intérieures pour mieux instaurer des barrières extérieures. A ce propos, E. Reuter, le président de Daimler-Benz, est sans ambiguïté : « *une politique commune de protection pour l'ensemble du marché unique européen serait un raisonnement erroné et dangereux* »¹⁵. De même, la

Bundesbank rejette l'idée d'une Banque Centrale Européenne qui serait, peu ou prou, dépendante des pouvoirs politiques, et considère qu'il faut d'abord que les autres pays européens assurent la convergence de leur politique économique vers le modèle allemand. En d'autres termes, il faut au préalable que les autres Européens se comportent comme de bons Allemands ;

— de l'autre, les pouvoirs politiques trouvent dans l'Europe un bouc-émissaire facile pour faire porter le chapeau de l'interventionnisme. De fait, la Politique Agricole Commune est généralement présentée comme un fardeau imposé par la Communauté (alors qu'elle profite au lobby des agriculteurs), ou encore telle ou telle taxe supplémentaire est justifiée par l'augmentation des versements à la Communauté. Ainsi, le gouvernement sauve la face du dogme libéral en faisant l'économie d'une attaque frontale des rigidités de la société allemande.

En outre, l'ordo-libéralisme ne se conçoit pas sans la **sacro-sainte stabilité monétaire**. Aux yeux des Allemands, il n'y a pas d'économie saine sans inflation faible et monnaie forte. La grande inflation des années 20 a laissé des traces indélébiles dans la mémoire collective et l'on n'est pas près d'oublier le choc de la réforme monétaire du 21 juin 1948 : du jour au lendemain les billets ont été changés (un mark nouveau contre dix anciens), ce qui a permis de réduire d'autant la masse monétaire et, au passage, la dette de l'Etat.

Cette réforme, très injuste puisqu'elle a favorisé les détenteurs de biens réels au

15. Reuter, E. — « *L'Europe face aux défis technologiques* ». — Discours prononcé à Paris devant le groupe d'amitié France-RFA du Sénat, le 28 novembre 1988.

détriment des petits épargnants, a été aussi très efficace et a permis le renouveau économique. Ainsi, les réticences d'hier face au SME, et d'aujourd'hui face au projet de Banque Centrale Européenne, puisent leur source dans la peur d'une nouvelle contagion d'inflation qui serait cette fois importée.

Le deuxième pilier du modèle allemand, corollaire du premier, est constitué par le **consensus social**. L'Allemagne, comme le Japon, tire sa force collective de l'insécurité face à l'avenir. De plus, la démocratie politique et le bien-être économique sont trop récents pour ne pas être fragiles, et la discipline sociale s'impose pour ne pas risquer de les remettre en cause.

On trouve dans la société allemande « une tendance à éviter les questions qui pourraient diviser et mettre en question le consensus »¹⁶. Une fois de plus, le parallélisme avec le Japon est frappant¹⁷ : pression du groupe et conformisme de la majorité vont de pair avec la violence et le terrorisme auxquels sont condamnées certaines minorités. Dans un tel contexte, les grèves sont rares car elles signifient l'échec du consensus ; d'ailleurs un système d'arbitrage est prévu dans la législation allemande qui permet de les éviter au maximum. Ainsi, en Allemagne, les jours perdus pour fait de grève sont parmi les plus faibles du monde.

Le pilier du consensus social repose sur des fondations solides. Tout d'abord : des syndicats puissants (43 % des salariés sont syndiqués en RFA contre 13 % en France) qui rassemblent près de huit

millions de travailleurs dont 2,5 millions pour le seul IG. Metall ; des syndicats riches aussi (le DGB, la fédération syndicale est à la tête d'un immense empire économique et emploie plus de 100 000 personnes) et responsables, dotés d'une véritable force d'étude et de conseil. Ils participent activement à la direction des entreprises au sein des conseils de surveillance. D'ailleurs, la loi de 1976 impose la « *Mitbestimmung* » qui signifie co-responsabilité, et non co-gestion, pour toutes les entreprises de plus de 2 000 salariés. Comme par hasard, les revendications salariales sont fortes lorsque l'entreprise va bien et quasi inexistantes lorsque la conjoncture est défavorable.

A la fois cause et conséquence du consensus, les salaires allemands sont parmi les plus élevés du monde : le coût horaire dans l'industrie (charges sociales comprises) s'élève à 33 marks contre 25 aux USA et au Japon, 22 en France¹⁸.

Ce handicap apparent pour les entreprises est d'abord la conséquence d'une force : les ouvriers sont mieux payés parce que plus professionnels et plus responsables, ils requièrent par conséquent un taux d'encadrement deux à trois fois plus faible qu'en France où le nombre de niveaux hiérarchiques est plus élevé. D'ailleurs, en RFA, la notion même de cadre, au sens où nous l'entendons en France, n'a pas vraiment de signification.

De tout ceci, il résulte une société assez homogène où l'écart de salaires entre travailleurs manuels et intellectuels est beaucoup plus faible qu'ailleurs¹⁹. La

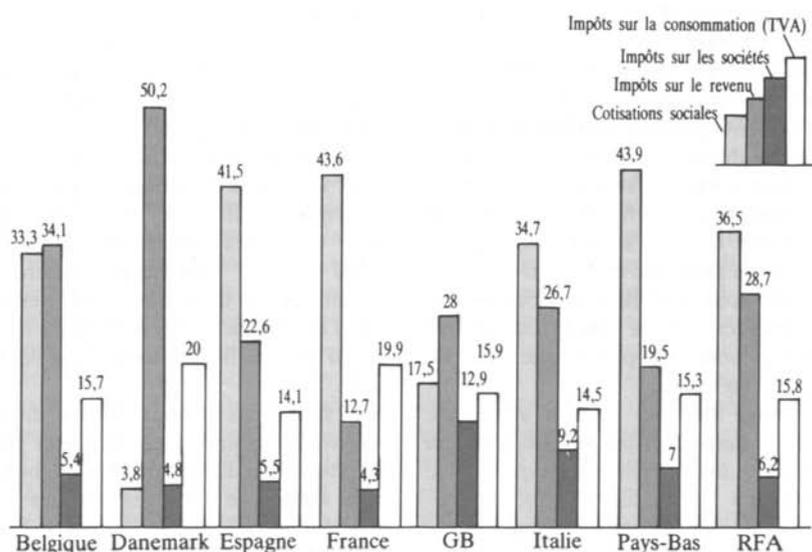
16. Hager, W. ; Noëlke, M. — *op. cit.*

17. Reuter, E. — *op. cit.*

18. Voir Urban, S. ; Lipp, E.M. — *op. cit.*

19. Voir Sausay, B. — *op. cit.*

Tableau 7. — Structure des prélèvements obligatoires en 1985 (en %)



Source : OCDE, in *Futuribles*, n° 126, p. 80.

société allemande est donc plus égalitaire que la société française où les impôts directs sur la consommation (TVA) et les cotisations sociales sont plus développés. Ainsi, par exemple, l'impôt direct sur le revenu représente 30 % des prélèvements obligatoires contre moins de 22 % en France.

Troisième pilier du modèle allemand que nous retiendrons ici, le **système de formation** où la filière de réussite dominante est l'apprentissage²⁰. En RFA, la scolarité est en principe obligatoire jusqu'à 18 ans, mais dans la plupart des Länder, la

scolarité peut être à temps partiel. En réalité, 40 % environ des 15-18 ans suivent l'enseignement à temps plein et la plupart des autres une formation professionnelle (*le dual system*), largement financée par les entreprises et par les subventions fédérales. Ce que vise l'apprentissage, c'est d'abord l'acquisition de comportements : précision, propreté, fiabilité, ponctualité... Tout cela est important pour les entreprises, qui n'hésitent pas à payer dans ce but. En Allemagne, l'apprentissage est une véritable filière de promotion qui peut déboucher

20. Meyer, E. — « Apprentissage, les leçons de l'Allemagne ». — *L'Entreprise*, n° 19, janvier 1987.

sur l'enseignement supérieur. Il y a 1,8 million d'apprentis, et les entreprises investissent 70 milliards de francs dans cette formation qui couvre tous les secteurs industriels et artisanaux.

En France, l'apprentissage est en partie la filière de l'échec. Les entreprises n'y consacrent que 4 milliards de francs (près des deux tiers de la taxe d'apprentissage reviennent à l'enseignement supérieur, grandes écoles surtout). Les quatre-cinquièmes des 215 000 apprentis s'orientent vers l'artisanat, c'est-à-dire dans des entreprises de moins de dix salariés. Ce qui est en cause, en France, est bien la responsabilité des grandes et moyennes entreprises ; très peu d'entre elles forment des apprentis alors qu'en Allemagne 70 % des apprentis travaillent dans des entreprises de plus de dix salariés.

En Allemagne, l'apprentissage est la voie la plus normale de la réussite professionnelle — 9 apprentis sur 10 sortent diplômés — et 15 % poursuivent leur formation au-delà. Le niveau d'enseignement général des apprentis ne cesse d'augmenter, plus de 90 % ont au moins le niveau de la seconde et près de 15 % des bacheliers trouvent l'apprentissage plus attractif que l'enseignement supérieur.

En France, on devient trop souvent ingénieur pour accéder à un statut social. Tel n'est pas le cas en Allemagne, où cette position est, en général, réservée à ceux qui ont acquis au préalable une solide formation professionnelle, et les meilleurs, issus de l'apprentissage, encouragés par leur entreprise, reprennent des études supérieures.

Ce professionnalisme est fait de savoir, de savoir-faire et de comportement (capacité d'apprendre à apprendre, travail en équipe, esprit de méthode : une chose après l'autre, souci de qualité : bien faire ce que l'on fait). En général, on ne devient cadre dirigeant qu'après la quarantaine, au vu des performances prouvées et non des diplômes. Il y a aussi des liaisons très étroites entre les entreprises et les universités. Les grands dirigeants assurent presque tous des enseignements et les élites universitaires font plutôt carrière dans les entreprises que dans l'administration.

Le test suivant, cité par le D^r R. Picht, résume bien la différence entre la France et l'Allemagne : « demandez aux Allemands comment ils font pour avoir une économie performante sans système de sélection des élites à la française ? » Ils penseront certainement et répondront, peut-être, « comment la France peut-elle espérer devenir performante sans système d'apprentissage ? »²¹

La suprématie du label « Made in Germany »

Qui a dit que le modèle allemand s'essouffait ? Peut-être les journalistes mais certainement pas les 300 chefs d'entreprises européens interrogés par la SOFRES en août 1988²². Les résultats

21. *Où va l'Allemagne : fausses questions et vrais problèmes ?*, conférence donnée par R. Picht, directeur de l'Institut franco-allemand de Ludwigburg au CNAM à Paris, le 3 novembre 1988.

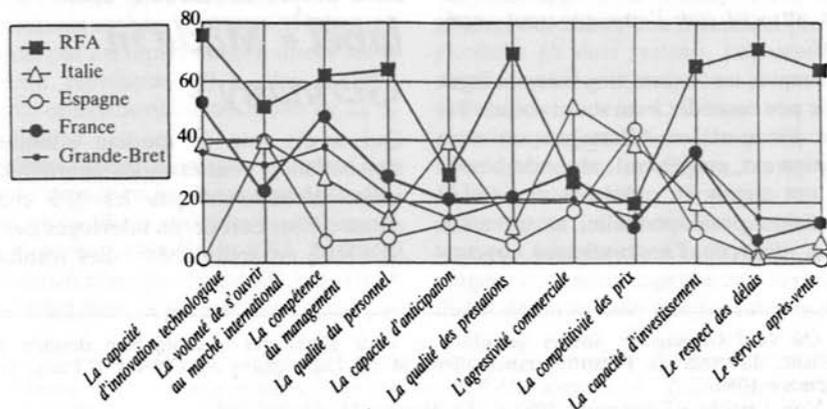
22. Voir l'article « Entreprises 1993 », *Le Monde*, 15 octobre 1988.

**Vers les entreprises de quel(s) pays iraient vos préférences pour sous-traiter ?
Pour acheter ?**

	Sous-traiter	Acheter
Allemagne de l'Ouest	34	34
France	23	24
Benelux	19	17
Italie	16	21
Espagne	16	17
Grande-Bretagne	15	18
Asie du Sud-Est/Japon	14	19
Etats-Unis	9	13
Portugal	9	7
Danemark	4	4
Irlande	4	2
Pays méditerranéens non membres (Turquie-Maghreb)	4	2
Suède	4	6
Grèce	3	2
Finlande	1	3
Sans opinion	34	33

Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

Indiquez le ou les pays qui, selon vous, semblent posséder les qualités suivantes :



Cette étude a été réalisée auprès de trois cents dirigeants des plus grandes entreprises européennes sélectionnées au sein du Panel-Euro-Décideurs de la SOFRES constitué en association avec l'agence Corporate Conseil.

L'interrogation a été menée par voie postale en août 1988.

Les six pays de la Communauté européenne étaient représentés ; avec la répartition suivante : France, 80 ; RFA, 50 ; Grande-Bretagne, 50 ; Benelux, 40 ; Italie, 40 ; Espagne, 40.

Les interviewés participants exerçaient les fonctions suivantes :

— Président-directeur général/Directeur général	100
— Directeurs administratifs et financiers	80
— Directeurs de la communication/marketing	70
— Directeurs du personnel et techniques	50

L'échantillon des répondants a été pondéré par pays.

Source : « Entreprises 1993 », *Le Monde*, 15 octobre 1988.

de cette enquête sont étonnants : les coûts salariaux ont beau être plus élevés en RFA qu'ailleurs, c'est massivement vers ce pays qu'irait leur préférence s'ils devaient sous-traiter ou acheter un peu plus à l'étranger. Comment expliquer cette attitude ?

Un simple graphique suffit pour donner la réponse : la suprématie du « *made in Germany* » est multidimensionnelle. La compétitivité des prix ou l'agressivité commerciale font peut-être défaut aux industriels allemands, mais ces handicaps sont largement compensés par d'autres critères où l'Allemagne excelle et domine ses concurrents comme, par exemple, la qualité des prestations, le respect des délais, le service après-vente, la capacité d'investissement et l'innovation technique, la compétence du management, la qualité du personnel. Tout s'éclaire, le meilleur n'a pas besoin de faire preuve d'agressivité commerciale ou de casser les prix pour vendre.

Aujourd'hui, cependant, les industriels allemands investissent beaucoup à l'étranger (deux fois plus qu'il y a cinq ans). Certains y voient un signe supplé-

mentaire de « Germanosclérose ». L'Allemagne serait devenue trop chère et paresseuse. Curieusement, personne ne songe à dire la même chose du Japon qui lui aussi recycle à l'étranger ses formidables excédents extérieurs. En réalité, c'est le non-investissement à l'étranger qui serait un signe de déclin et l'Allemagne donne plutôt l'impression de consolider ses points forts. Le quart de ses investissements revient à la chimie, un autre quart à l'ensemble mécanique automobile et près de 15 % à l'électrotechnique ; destination : d'abord les Etats-Unis, puis loin derrière (environ trois fois moins chacun), les Pays-Bas, la Suisse et la France.

Pour ceux qui douteraient de cette image conquérante de l'Allemagne, citons la réponse du Président E. Reuter suite à une question orale sur les investissements allemands à l'étranger : « *Si nous investissons maintenant beaucoup plus à l'étranger qu'auparavant, c'est surtout parce que les conditions de production et la qualité du travail dans certains autres pays se sont rapprochées de l'excellence allemande* »²³. En d'autres termes, vien-

23. Reuter, E. — *op. cit.*

dra peut-être un jour où il sera possible de fabriquer à l'étranger des produits « *as good as made in Germany* ».

Pour expliquer l'excellence des industries, il faut se rapporter aux piliers du modèle allemand déjà évoqués : qualité de la main-d'œuvre et des dirigeants liée au système dual de formation, consensus social et foi libérale, autant de facteurs qui ont permis aux entreprises de conduire avec des arrières assurés une stratégie mondiale. La meilleure des protections est encore d'être le meilleur et, pour le rester, l'ouverture à la concurrence internationale est un stimulant indispensable. Ainsi, le plus fort ne cherche pas à se protéger, car la protection excessive engendre des faiblesses.

D'autres facteurs concourent au succès des entreprises allemandes, citons pêle-mêle, le cercle vertueux : bonne spécialisation/monnaie forte, déjà évoqué. Citons aussi un fort auto-financement qui permet un endettement et des frais financiers très faibles. Enfin, il faut relever la participation active des banques qui, comme les syndicats, sont membres des comités de surveillance et associées à toutes les décisions importantes. En Allemagne, le rempart financier protège la forteresse industrielle qui peut, en toute quiétude, développer une stratégie à long terme. Les trois plus grandes banques (Deutsche Bank, Dresdner Bank et Commerzbank) jouent un rôle déterminant dans les restructurations industrielles et les entreprises allemandes ignorent pratiquement les OPA inamicales que l'on connaît ailleurs.

Ajoutons le rôle des sociétés de commerce international créées par les grands groupes industriels comparables aux Sôgô shôsha japonaises. Elles constituent un vecteur privilégié pour les exportations des PMI. Pour ces dernières, l'acti-

tivité d'exportation est souvent équivalente à une vente intérieure.

Il reste à souligner le pragmatisme des investissements et des efforts de recherche technologique qui visent moins le prestige que l'efficacité économique. Essayons de faire entendre aux responsables français le message du Président de Daimler-Benz à ce propos : « *En politique, la promotion ouverte d'une technologie de prestige est bien plus populaire que de nombreuses petites améliorations techniques et que la loi abstraite du marché... Les fonds publics devraient être accordés en fonction de critères technologiques et économiques bien précis dont le suivi serait assuré par un contrôle régulier et indépendant des sujets de recherche.* »

De sorte qu'en définitive, la compétitivité des entreprises allemandes s'explique moins par des facteurs d'environnement économique externe que par les facteurs internes aux entreprises que sont : la formation professionnelle, la qualité des produits et des services, l'efficacité économique de l'investissement et de la recherche.

L'avenir hypothéqué ?

Richesse durable, reculs profitables, forces dans les hautes valeurs ajoutées, le tout fondé sur des piliers internes (économiques et socio-culturels) qui paraissent intangibles. Il y a pourtant un talon d'Achille au modèle allemand : il ne se reproduit pas sur lui-même et va bientôt se réduire comme une peau de chagrin. Les chiffres sont connus : avec 1,3 enfant par femme, la population ne se renouvelle pas, il en faudrait 2,1. Si

cette tendance devait se poursuivre, la population totale de la RFA serait d'environ 40 millions d'habitants en 2030 (dont 20 % de descendants des étrangers actuels), c'est-à-dire diminuerait d'un tiers.

Déjà, la population a baissé de près de 1 million de personnes en quelques années, la population active diminue, les écoles et les entreprises commencent à faire de la surenchère pour attirer les jeunes devenus une valeur rare, l'armée est obligée de prolonger le service militaire pour remplir ses obligations vis-à-vis de l'OTAN. Pour ne donner qu'un chiffre qui témoigne de la brutalité du déclin, il y avait, en 1987, un million de jeunes âgés de 20 ans et seulement 580 000 âgés de 1 an. Un ménage sur trois est constitué d'une personne seule en RFA (un sur quatre en France) et seuls 6 % des ménages ont plus de 3 personnes (28 % en France).

Face à ces chiffres inquiétants, le peuple allemand paraît indifférent. A court terme, le déclin démographique présente en effet certains avantages incontestables. Moindre pression sur le marché de l'emploi dans un pays où il y a tout de même plus de deux millions de chômeurs, plus grande facilité pour se loger, trouver une place à l'école et cela doit bien jouer aussi sur le taux de chômage des jeunes, trois fois plus faible qu'en France.

Moins d'habitants, c'est aussi moins de pression sur l'environnement, et les écologistes voient dans le déclin démographique des aspects positifs²⁴. Dernier facteur spécifique, la peur de l'avenir et de la guerre : pourquoi faire des enfants

s'ils doivent finir dans l'holocauste nucléaire ? On se souvient du slogan : « *Plutôt rouge que mort* », certains font peut-être échapper leurs enfants potentiels à cette alternative en ne les faisant pas naître.

Enfin, les pouvoirs publics sont désarmés face à ce déclin, toute politique nataliste rappelant le mauvais souvenir de la période hitlérienne. Il reste à imaginer ce qui se passera réellement, le déclin de la puissance du pays allant de pair avec une population de plus en plus riche. Un sursaut démographique est toujours possible, mais le plus probable paraît le recours massif à une immigration temporaire de main-d'œuvre. Déjà, les jeunes Français qui parlent allemand trouvent sans problème un emploi en RFA. Bref, le vieillissement de la population n'empêche pas pour l'instant la machine industrielle de tourner. On pourra aussi reculer l'âge de la retraite. Reste posée la question de l'intégration des quatre millions d'étrangers (dont 50 % de Turcs) qui représenteront 12 % de la population totale en l'an 2000 contre 7 % aujourd'hui et 1 % en 1960. Cependant, cette dernière question n'est pas spécifique à l'Allemagne, elle concerne l'Europe dans son ensemble.

Autre hypothèque sur la croissance souvent évoquée : le poids des Verts et des contraintes environnementales. Les Verts devraient voir leur influence électorale rester inférieure à 10 % des voix, dans la mesure où les autres partis ont repris à leur compte le souci écologique placé, par les Allemands, en tête de leurs préoccupations au même titre que le chômage. En outre, les industriels alle-

24. La RFA compte 245 habitants au km² (contre 101 pour la France et 175 pour l'ensemble de la CEE) et la population vivant sur le territoire actuel de ce pays a doublé depuis 1900 et triplé depuis 1870.

mands ont trouvé dans le domaine des technologies environnementales, où ils sont manifestement en avance, une filière supplémentaire d'exportation.

Last but not least, reste la question de la réunification allemande et du recentrage à l'Est, qui, en France tout particulièrement, fait couler tant d'encre. On évoque le risque d'une réunification au prix de la neutralité. La vigilance s'impose mais il faut ramener les choses à leur juste proportion. Entre le rêve historique, inscrit dans la constitution, de réunification et les réalités politiques et économiques, il y a un abîme. La RFA est bien au centre de l'Europe, entre l'Est et l'Ouest, mais elle est ancrée politiquement et économiquement à l'Ouest.

L'attachement à la démocratie et au libéralisme est d'autant plus fort qu'il a fallu payer très cher pour y accéder.

Selon certains spécialistes, tant que l'Allemagne de l'Est ne sera pas un pays de démocratie et de libre entreprise, la question de la réunification restera un sujet de réflexion pour la science politique. Si les Allemands se rapprochent de l'Est, ce serait surtout « *par peur de l'isolement... peur de faire peur au voisin* »²⁵.

D'aucuns songent aussi à l'intérêt économique et aux grands marchés de l'Est. Là encore, il faut regarder les chiffres : les échanges de la RFA avec la RDA sont quatre fois moins importants qu'avec la Belgique, et ceux avec les pays de l'Est sont dix fois moins importants qu'avec l'Europe occidentale. Enfin, le commerce de la RFA avec les pays de l'Est a plutôt tendance à stagner, faute de demande solvable et de produits de qualité. Comme nous l'a dit un cadre de Siemens à propos des importations en provenance de l'Est : du caviar oui, des Lada non !

25. Cf. Hager, W. ; Noëlke, M. — *op. cit.* ; Sausay, B. — *op. cit.*